

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION**

12 Place des Etats -Unis  
92120 Montrouge

Références : 9485/RAPVI/CC/IC230597  
Code AIOT : 0010009485

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION (Site Diderot) implanté 24 rue Pasteur 28190 Fontaine-la-Guyon. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER CORPORATE ET PROMOTION
- Site Diderot 24 rue Pasteur 28190 Fontaine-la-Guyon
- Code AIOT : 0010009485
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Data Center du Crédit Agricole Immobilier Corporate et Promotion assure l'hébergement et le fonctionnement des systèmes d'information (serveurs, équipements réseaux et de télécommunications...). Le site dénommé Diderot situé à Fontaine-la-Guyon a été mis en service en février 2011. Il est le site miroir du site d'Alembert de Mainvilliers.

La maintenance et la gestion des équipements est assurée par la société ENGIE.

L'établissement est régi par les actes réglementaires suivants :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre de calcul informatique au profit de la société Unibiens (Crédit Agricole Immobilier) en date du 10 avril 2009 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 décembre 2021 portant modification des conditions d'exploiter du centre de calcul informatique de la société Crédit Agricole Immobilier Services.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Fluides frigorigènes fluorés avec l'application règlement n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit « F-Gaz » ;
- Contrôles périodiques des installations électriques et des moyens de lutte contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	/	Sans objet
2	Identification des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I	/	Sans objet
3	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - annexe I	/	Sans objet
4	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
6	Fiches d'intervention sur les équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Sans objet
7	Détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5-1	/	Sans objet
8	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
9	Marque de contrôle – absence de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
10	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.6.2 et 7.6.3	VI du 13/03/2020 (NC1)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 19 septembre 2023 a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 "Contrôle des obligations relatives aux fluides frigorigènes fluorés".

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018, article I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<b>Prescription contrôlée :</b> Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) [...] 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'établissement est équipé de 10 groupes-froids et de 2 pompes à chaleur dont la capacité unitaire est supérieure à 2 kg. D'après l'inventaire des équipements, ces derniers utilisent des fluides de type R 134A pour une quantité cumulée de 2 471 kg soumis au régime de la déclaration périodique au titre de la rubrique 1185-2a de la nomenclature des ICPE (conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Identification des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
<b>Constats :</b> Les équipements contrôlés lors de l'inspection comportent un étiquetage précisant la nature et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage l'étiquetage des compresseurs (C1 n°série : 1078200894) et (C2 n°série : 1078200893) ainsi que des groupes froids GFA 2 (C1 : n°série 107720784 et C2 : n°série 1077200780) et GFA 3 (C1 : n°série 1083200201 et C2 : n°série 1077101785). Ces équipements sont clairement identifiés par un étiquetage visible indiquant la nature du fluide ainsi que sa quantité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Inventaire des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des stocks de fluides
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b> Présence d'un inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes.
<b>Observations :</b> L'exploitant tient un inventaire dématérialisé des équipements frigorifiques ou climatiques qui précise notamment leur emplacement, la marque, le numéro et l'année de fabrication, la capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale de fluide présente au sein de son installation. L'exploitant dispose aussi de classeurs contenant notamment le plan d'auto-surveillance des équipements, les fiches d'intervention, les attestations des opérateurs...
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen n°517/2014 du 16/04/2014, article 13.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b> A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus, est interdite [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les équipements présents au sein de l'installation contiennent des gaz à effet de serre fluorés (R 134A) dont le potentiel de réchauffement planétaire est de 1 430 donc inférieur au seuil de 2 500 pour leur entretien ou leur maintenance, et ont une charge de 343 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> pour les groupes-froids et de 51 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> pour les pompes à chaleur.  Dans le cadre de la politique RSE du groupe Crédit agricole, l'exploitant mentionne qu'une réflexion est envisagée sur la substitution des hydrofluorocarbones (HFC) compte tenu notamment du prix de ces fluides et de leur impact environnemental.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Attestations des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.  L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 [...].  Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.
<b>Constats :</b> Pas d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'exploitant mentionne que la société Axima est chargée de la vérification et de la maintenance des équipements contenant des fluides frigorigènes. A l'appui de ses propos, l'exploitant présente l'attestation de capacité n°12159 de catégorie I "Contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, mise en service, récupération des fluides de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur" délivrée à cet opérateur par Qualiclimat froid et dont la date de validité court du 05/02/2019 jusqu'au 04/02/2024. L'exploitant a également justifié de la capacité du salarié de l'entreprise prestataire par la présentation de son attestation d'aptitude n°G10891/CAT I/025345 de catégorie I "Manipulation des fluides frigorigènes" délivrée par l'AFPI Bretagne le 20/01/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Fiches d'intervention sur les équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Fiches d'intervention sur les équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.

<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage la fiche d'intervention n°2023-14305 relative au groupe-froid GFA 2 (dénomination du fluide : R134 A, charge totale : 240 kg, tonnage équivalent CO2 : 343,20 teq CO2). Sur cette fiche conjointement signée par l'opérateur et par l'exploitant, il est indiqué que le contrôle d'étanchéité périodique de cet équipement a été réalisé le 17/05/2023 et qu'aucune fuite n'a été détectée lors de la vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Détection de fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article 5-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Présence d'un système de détection de fuites
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien [...].
<b>Constats :</b> Sans objet.
<b>Observations :</b> La quantité de fluides frigorigènes fluorés étant inférieure à 500 tonnes équivalent CO2, les équipements de l'installation n'ont donc pas l'obligation d'être munis d'un système de détection de fuites. Lors des contrôles périodiques d'étanchéité, la détection de fuites est effectuée par un détecteur manuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Contrôle périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
<b>Constats :</b> La fréquence de 6 mois entre deux contrôles d'étanchéité est respectée.
<b>Observations :</b> Les équipements présents au sein de l'installation, dont la charge en hydrofluorocarbones (HFC) correspondant à la tranche de 50 t. éq. CO2 ≤ charge < 500 t. éq. CO2, doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité tous les 6 mois en l'absence d'un système permanent de détection de fuites.  L'inspection des installations classées a vérifié le respect de la fréquence entre deux contrôles



d'étanchéité sur le groupe-froid GFA 2. Le dernier contrôle de cet équipement a été réalisé le 17/05/2023 et la précédente vérification ayant eu le 15/11/2022, la période de 6 mois est donc respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Marque de contrôle – absence de fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Au jour de la visite, les groupes-froids GFA 2 (n°fabrication : 32001334) et GFA 3 (n°fabrication : 32001337) ont été contrôlés par sondage. Sur ces équipements, des macarons bleus bien visibles (absence de fuite détectée lors du dernier contrôle d'étanchéité) y sont apposés, et les dates limites de validité du contrôle d'étanchéité courent jusqu'en novembre 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Déclaration des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration de rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a renseigné l'outil de déclaration annuelle sur les émissions polluantes (GEREP).</p>
<b>Observations :</b>

<p>Pour ses groupes froids (circuits 1 et 2), l'exploitant a déclaré au titre de l'année 2022 une quantité annuelle totale émise de 45,3 kg d'hydrofluorocarbures (HFC).</p> <p>L'exploitant mentionne par ailleurs qu'une déclaration de perte de fluides frigorigènes (45,3 kg R134 A soit 64,71 teq CO<sub>2</sub>) a été établie le 21/06/2022 suite à un défaut d'étanchéité sur les trappes de refroidissement. L'exploitant a justifié que des actions correctives ont été apportées le 08/09/2022 pour résoudre le dysfonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.6.2 et 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2020 (NC1)</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.6.2 :</u> Les équipements sont maintenus en bon état [...]. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions [...].</p> <p><u>Article 7.6.3 :</u> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques [...];</li> <li>- 1 hydrant d'un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h soit un volume total de 120 m<sup>3</sup> sur 2 heures de fonctionnement [...];</li> <li>- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les moyens d'intervention de lutte contre l'incendie ont été vérifiés et sont maintenus en bon état.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><u>Constat du 13/03/2020 (NC1) :</u> Le débit de l'hydrant est inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant du respect de cette disposition et notamment des actions engagées auprès de la ville de Fontaine-la-Guyon.</p> <p>L'installation est équipée de quatre poteaux incendie qui ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 13/10/2022 par la société Desautel. D'après la fiche de vérification annuelle référencée ENTQ3021, il est mentionné que ces hydrants ont un débit respectif de 71 m<sup>3</sup>/h (PI n°1), 72 m<sup>3</sup>/h (PI n°3 et 4) et 74 m<sup>3</sup>/h (PI n°2).</p> <p>L'établissement est également pourvu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) dont le dernier contrôle a été réalisé le 17/07/2023 par la société Aïress. Le compte-rendu de vérification semestrielle établi selon le référentiel APSAD R1 ne mentionne aucune non-conformité relevée. Par ailleurs, le dispositif d'extinction automatique à mousse a été vérifié et testé le 29/03/2023 par la société Desautel.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- De 223 extincteurs qui ont été vérifiés le 15/12/2022 par la société Eurofeu et l'attestation Q4 du 13/01/2023 mentionne que le parc d'extincteurs est conforme et qu'il est maintenu conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</li> <li>- D'un système de sécurité incendie [composé notamment de détecteurs automatiques d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI)] qui a été vérifié par la société ERIS le 19/04/2022, le 03/05/2022 et le 21/10/2022. Ces équipements ont fait l'objet d'un contrôle périodique le 07/04/2023 par la société Ami2S (attestation contrôle périodique Q7 du 13/04/2023 et rapport de visite n°47825 du 07/04/2023).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques de l'établissement ont été vérifiées et l'exploitant est tenu de justifier auprès de l'inspection des installations classées que celles-ci ne présentent plus de risque d'échauffement anormal.
<b>Observations :</b> Un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge a eu lieu du 06 au 13 octobre 2022, et le rapport de vérification n°R-Q19-2022-0050 établi par la société Cat Services en date du 08/11/2022 comporte 59 anomalies (dont 9 en priorité 2 et 50 en priorité 3). Parmi ces anomalies, il est mentionné qu'un grand nombre concerne un échauffement anormal au niveau de la protection thermique des disjoncteurs qui serait probablement lié à des perturbations provenant de l'alimentation des baies informatiques. L'exploitant mentionne que des actions correctives en réponse à ces non-conformités sont en cours et les a notamment justifiées par la présentation des ordres de travail. <b>Il appartient donc à l'exploitant de justifier que les anomalies relevées dans le rapport du 08/11/2022 susmentionné sont résorbées.</b>  D'après le rapport n°239524.04.62.23.O.001.ELAR.001 du 12/06/2023, les installations électriques du site ont fait l'objet d'une vérification partielle du 08 au 13 juin 2023 par l'Apave qui n'a pas identifié de non-conformité lors de ce contrôle. L'attestation Q18 en date du 13/06/2023 précise par ailleurs que les installations électriques de l'établissement ne sont pas susceptibles de présenter des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet